

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / **p.2 : Solidarité internationale** (*Contre le G.M.T.*) / **p.2 : Note de lecture** (« *Dracula contre les peuples* », de **Patrick Le Hyaric**) / **p.3 à 6 : Place au débat** (*Européennes et souveraineté populaire*) / **p.7 : Actualité sociale** (*Retraités : « Nous ne sommes pas des nantis ! »*) / **p.8 : Coup de gueule** (*Non Monsieur Rebsamen, quand on est de gauche, on se dit pas « amen » au Medef !*)

L'ÉDITO

En ce début du mois de juin, alors qu'on célèbre les 70 ans de la bataille de Normandie et le débarquement des armées alliées, aidées par la Résistance française, on commence à voir à l'œuvre les nouveaux maires FN élus aux dernières municipales. Derrière la fausse bataille du père et de la fille Le Pen, le masque tombe sur ce qu'est véritablement le parti d'extrême droite.

Loin d'être, comme il l'affirme, le défenseur des salariés et des plus pauvres, il montre qu'il est en réalité leur ennemi le plus farouche : baisse des subventions aux associations de solidarité comme les Restaurants du cœur, expulsion de leurs locaux des associations des droits de l'homme ou des syndicats, mise à l'index des chômeurs ou de leurs enfants, sans parler bien sûr des relents d'antisémitisme et de stigmatisation des étrangers. Mais il ne faut pas s'en étonner, c'est la nature profonde de ce parti qui est socio-économiquement profondément libéral : rappelons qu'il ne s'est pas opposé à Bruxelles à la directive des travailleurs détachés ! On ne peut dès lors qu'être inquiet en évoquant la possibilité d'une Marine Le Pen présidente de la République en 2017. Et peut-on totalement l'exclure au vu des dernières élections et de l'abstention des électeurs de gauche, sans compter les soubresauts de l'UMP empêtrée dans ses affrontements internes et les « affaires » ?

Plus que des manifestations de bonne conscience qui ne changeront pas le cours des choses, c'est à un sursaut de la gauche politique, syndicale et associative que Résistance Sociale appelle. On ne peut que se réjouir de rencontres à gauche comme celle de Bellerive-sur-Allier, près de Vi-

chy, du 20 au 22 juin, permettant le nécessaire débat entre ceux qui refusent la politique austéritaire actuelle. On voit bien que sans la remise en cause totale de cette politique, le chômage va continuer de monter et la pauvreté grandir, comme c'est le cas dans les pays voisins comme l'Espagne, le Portugal ou l'Italie. Or, loin de s'appuyer sur les résultats de l'élection européenne pour exiger une réorientation majeure en Europe, Hollande se plie docilement aux injonctions de la Commission européenne. Quant à la gauche assumée, sur laquelle reposent encore nos espoirs, celle du Front de Gauche comme celle de la gauche anti-austéritaire du PS, elle doit rapidement retrouver ses marques, le sens de l'intérêt général, celui des salariés –dont elle est censée porter la défense. Et il y a beaucoup à faire quand on voit que la lutte anti-FN se joue sur le terrain moral et que ses électeurs sont stigmatisés alors qu'il faudrait chercher à comprendre les motivations d'un tel vote, et les combattre. Quand on voit que le rôle de l'Etat, à travers le principe de nationalisation des entreprises vitales pour l'emploi –comme celle d'Alstom par exemple– est fort peu évoqué et même repoussé par un frange du FdG, on mesure le chemin qu'on doit parcourir.

Alors oui, les échanges doivent s'intensifier, les débats doivent fleurir. Résistance Sociale apportera sa pierre à l'ouvrage à l'occasion de nos prochaines Vendémiaires, le 18 octobre à Paris.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : contre le G.M.T.

Les producteurs laitiers européens craignent le Marché transatlantique par Michel Sorin

(Article publié le 22 mai 2014 sur <http://civiq.over-blog.com>)

L'organisation EMB met les futurs eurodéputés devant leurs responsabilités.

Avant les élections européennes, qui se déroulent entre le 22 et le 25 mai, selon les pays membres de l'UE, l'**European Milk Board: EMB*** a tenu, dans un communiqué de presse publié ce 22 mai 2014, à alerter les candidats sur les responsabilités des élus au Parlement européen au sujet des négociations de libre-échange engagées entre l'Union européenne et les USA.

**L'European Milk Board est une association représentative des intérêts des producteurs laitiers en Europe. Cette association a des membres dans 14 pays européens (dont la France - l'OPL, affiliée à la Coordination rurale, et l'Apli - et représente ainsi environ 100 000 producteurs laitiers. L'EMB défend pour toutes les régions d'Europe une production laitière durable porteuse d'avenir qui permette aux éleveurs de vivre décemment de leur travail. Ce que seul peut garantir un prix du lait qui couvre les frais moyens de la production.*

Non au partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

Les producteurs de lait européens exigent un arrêt des négociations.

A Bruxelles, « **L'European Milk Board (EMB) suit, avec grande inquiétude, les négociations en vue de l'établissement d'un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.** Cet accord menace sérieusement les acquis sociaux, écologiques et économiques de l'Union européenne », affirme le président (allemand) de l'EMB, Romuald Schaber, dans son résumé de la position des producteurs de lait européens. Et il ajoute : « Par conséquent, nous exigeons que les négociations soient immédiatement interrompues ». Une alimentation saine, sûre et pérenne ne peut être livrée à la curée. Et c'est pourtant exactement ce qu'il adviendra

si les denrées alimentaires entrent dans le champ de négociation de l'accord transatlantique de libre-échange !

Pour le secteur agricole, nous sommes en droit de craindre qu'une part considérable de la production soit relocalisée en dehors de l'UE et que la production intérieure se trouve concentrée en quelques sites. Une autre répercussion problématique de ce partenariat serait la concurrence déloyale qui naîtrait de l'abaissement à craindre des normes de sécurité et de production. Par ailleurs, nous redoutons une augmentation substantielle du nombre de denrées alimentaires aux effets inquiétants pour la santé qui parviendraient à se frayer un chemin dans les rayons de nos supermarchés. Au risque de perdre la confiance des consommateurs de produits carnés et produits laitiers.

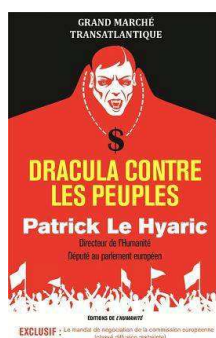
Les vives protestations émanant de tous les secteurs de la société démontrent que les inquiétudes autour de l'accord transatlantique de libre-échange sont justifiées. Le seul fait que ces pourparlers soient menés à l'écart du grand public est inacceptable. De tels accords requièrent une transparence absolue et une participation démocratique dans l'élaboration des prises de position.

Feu vert naïf aux négociations de l'accord transatlantique de libre-échange : Dans une résolution adoptée l'an dernier, le Parlement européen a naïvement donné son feu vert à des négociations entre l'UE et les Etats-Unis. Cette résolution du Parlement européen peut être consultée à la page :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2013-0227+0+DOC+XML+V0//FR>

Une grande majorité d'eurodéputés, à savoir 460 sur 593 élus, a soutenu la résolution. « Le Parlement européen porte ainsi une grande part de responsabilité dans les pourparlers en cours concernant cet accord transatlantique de commerce et d'investissement, qui suscite un tel tollé dans la population », estime Romuald Schaber.

NOTE DE LECTURE



« **DRACULA CONTRE LES PEUPLES** » : Au moment où les négociations sur le projet de marché transatlantique s'accroissent, voici le livre à lire absolument pour en comprendre les enjeux, l'historique et le projet de réorganisation que veut imposer le capitalisme financier mondialisé aux peuples en abattant des droits humains.

Un ouvrage de Patrick Le Hyaric à commander à L'Humanité, 5-7 Rue Pleyel 93300 St-Denis ou par tél. au 01 49 22 72 01.

PLACE AU DEBAT

EUROPÉENNES ET SOUVERAINETÉ POPULAIRE

Par Jean-Claude CHAILLEY

La participation globale aux élections européennes

Date	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009	2014
% Votants	63	61	58,5	56,8	49,8	45,6	43,2	43,1

La participation en France aux élections européennes

Date	1979	1984	1989	Réf Maas- tricht	1994	1999	2004	réf 29 mai 05	2009	Prés'le 2012 1 ^{er} T	2014
Votants	60,7	56,7	48,8	69,7	52,7	46,8	43,1	69,3	40,7	80,4	42,4
Dont B & N	5,2	3,5	2,9	3,4	5,3	5,9	3,3	2,5	4,3	5,8	3,9

En France comme dans toute l'Europe, l'abstention populaire aux européennes est massive. C'est une abstention politique, le rejet de cette Europe austéritaire dont les institutions sont légales, mais illégitimes

- Certaines élections ont une forte participation. Ce n'est donc pas un désintérêt pour la chose publique. Presque tous les partis de Lutte ouvrière au Front national appelaient à voter. Les télévisions appelaient en boucle à voter, fût-ce blanc, de crainte qu'une trop faible participation retire toute légitimité au résultat.
- Beaucoup de militants syndicaux, associatifs, politiques, sont déçus. Ça se comprend, mais en même temps il faut comprendre que dire « votez bien » et ce sera « l'Europe du progrès social », « l'Europe qui protège », ça ne convainc plus les peuples. Les discours se fracassent contre les chiffres du chômage, les salaires et les retraites bloqués, quand ils ne baissent pas.

Il est significatif que les ouvriers, employés, moins de 35 ans, ont voté à peine à 30 %,

- Est-ce que le rouleau compresseur de la troïka qui sévit en Grèce, en Espagne, au Portugal, ... la politique de plus en plus austéritaire en France, n'est pour rien dans l'abstention en France et partout en Europe ?
- Est-ce que la façon dont on a ignoré le référendum de 2005, les promesses de renégociation du pacte budgétaire reniées par F. Hollande, le fait que pendant le vote comme après, la France est sous « surveillance renforcée » de la Commission européenne ne sont pour rien dans les résultats ?

Le traité de Lisbonne, les institutions européennes, la législation européenne, n'étaient pas en cause même si certaines formations les ont critiqués à des degrés divers.

Les votes pour le FDG, comme les absences, partent de la même analyse, mais pas de la même confiance quant à l'efficacité du bulletin de vote à cette élection

5ans plus tard, on refait le même constat qu'en 2009. Il va falloir ouvrir des perspectives concrètes avant qu'il ne soit trop tard

LA SOUVERAINETE POPULAIRE REMPLACÉE PAR LES « GOUVERNANCES »

Les « gouvernances » se substituent à la démocratie : G7, G8 (qui redevient G7 quand un membre déplaît), G20, « gouvernance » de la troïka, « gouvernance » des ARS, « gouvernance » des métropoles...à tous les niveaux la démocratie est bafouée

La « finance sans visage » est aux commandes partout. Dans le groupe Bilderberg, la Trilatérale, l'interpénétration des PDG des grandes banques mondiales, de ministres ou 1^{er} ministres de droite comme de « gauche », de PDG de multinationales, de journalistes, d'économistes, de professeurs, de dirigeants de l'OTAN, de juristes, de Commissaires européens, de gouverneurs de la BCE...est totale. Voir en note quelques - uns des noms qu'on trouve sur Internet

Beaucoup comme Mario Monti ont un cv multicalques : président du groupe Europe de la Trilatérale, économiste, universitaire, Commissaire européen (« paquet » Monti-Kroes sur les services), international advisor de Goldman Sachs, membre d'un intergroupe fédéraliste au parlement européen, parachuté 1^{er} ministre sans vote en Italie... (Comme on le voit, être « fédéraliste » et dirigeant de la Trilatérale sont parfaitement compatibles).

PLACE AU DEBAT

Le groupe Bilderberg, la Trilatérale ont-ils une influence ?

En 2010, l'ancien Secrétaire général de l'OTAN et membre du Bilderberg Willy Claes a admis que les participants de Bilderberg ont pour mandat de mettre en œuvre les décisions de la conférence annuelle.

En 2009, Etienne Davignon président du groupe Bilderberg affirma que l'euro était issu du groupe Bilderberg. Selon Mediapart l'Acte unique européen (1986), l'OMC (1994) en découlent largement.

Paul Volcker, président US de la trilatérale, proche des Rockefeller, ancien de la Chase Manhattan Bank, Conseiller d'Obama, dirige la régulation des banques aux USA. Ekki Liikanen de la BCE fait de même pour l'Union européenne. Goldman Sachs peut être rassurée !

Karel de Gucht, membre de la Trilatérale, Commissaire européen au commerce, **est en charge de TAFTA !**

La gauche, si elle veut gagner, doit en finir avec la fable de « l'Europe qui protège »

Dès sa construction l'Union européenne est intégrée dans la gouvernance US, des grandes institutions financières, des multinationales, de l'OTAN.

Avant l'élection européenne la Trilatérale a sorti un rapport sur la gouvernance européenne. **Pour elle les trois avancées majeures ont été le marché unique, l'euro et l'élargissement à l'Est. L'axe, c'est le fédéralisme et l'austérité.**

C'est doublement logique : pour les transnationales, qu'il y ait des monnaies différentes, des lois différentes, des Codes du travail différents, des salaires jugés trop élevés dans nombre de pays, des services publics, une protection sociale échappant au marché,... est insupportable. L'idéal c'est un espace uniforme, une même monnaie, privatiser, aligner les lois et le social par le bas.

Une « gouvernance » européenne, aussi « fédérale » que possible, hors d'atteinte des peuples, est nécessaire pour imposer le libéralisme aux peuples qui n'en veulent pas.

Des tendances autoritaires

Le PDG de la banque JP Morgan demande des régimes autoritaires en Europe. La montée des populistes doit le ravir (lors de la commémoration du débarquement du 6 juin 44 on a omis de rappeler que la quasi-totalité des PDG des multinationales américaines étaient pour Hitler. ça a été le cas de mon PDG. Il est regrettable que tous les gouvernements occidentaux aient légitimé la présence de ministres arborant la croix gammée en Ukraine. ça légitime Aube dorée et les Le Pen)

« Briser le pouvoir des Etats-nations » (sauf celui des USA)

C'est ce qu'a déclaré la Vice-présidente de Bilderberg à la réunion début juin. Ça va avec le fédéralisme. Les Etats nations pourraient être des obstacles si les gouvernements respectaient la souveraineté populaire. Il faut les transformer en exécutants sur le modèle de l'OTAN où rien ne se passe sans aval US.

- **BNP et TAFTA** : l'amende dont est menacée la BNP est illégale en droit international. Elle se fait au nom de la souveraineté nationale des USA placée au-dessus du droit. **Pour le procureur US : « Aucun individu, aucune entité qui fait du mal à notre économie n'est au-dessus de la loi »**. Le sacro-saint principe de concurrence, la suppression des barrières de tous ordres, ne marche que dans un sens. Il n'y aura aucune réciprocité si TAFTA est signé.

F. Hollande doit mettre sa menace à exécution, refuser TAFTA et l'accord de libre échange avec le Canada

- **La réforme territoriale** exauce le souhait de la Trilatérale, de la Commission européenne. Du temps de Sarkozy, Anicet le Pors déclarait « *il s'agit de remplacer le triptyque républicain communes – départements – nations par le triptyque européen intercommunalités – régions - Europe* ».

Le rapport Malvy-Lambert propose de « supprimer les compétences résiduelles de l'Etat ». Les « super-régions » pourront déroger à la loi, brisant le principe d'égalité républicaine qui remonte à 1789.

La conséquence : détruire (vite) notre modèle social issu du CNR

Le rapport Gallois – approuvé par F. Hollande - affirmait « ... chacun sent aujourd'hui que ce Pacte négocié il y a 60 ans, est à **bout de souffle**, qu'il ne fonctionne plus et qu'il « fossilise » le dialogue social. **Il faut en bâtir un nouveau.** », « la France devra accomplir des efforts, manifester une grande persévérance ... Cela prendra du temps... »

PLACE AU DEBAT

Loi dite de « sécurisation de l'emploi », les 41 Mds€ de nouvelles « aides » au patronat, les 54 Mds€ de coupes projetées sur les services publics et la protection sociale, les prud'hommes ... toute la politique austéritaire en découle.

La radicalisation du patronat, de la droite et de l'extrême droite.

	Prés. 2002	%	Eur. 2009	%	Prés. 2012	%	Eur. 2014	%
Exp	28 499 487	69,2	17 219	38,9	35 883	78	18 956	40,7
Ext G	2 973 376	10,4%	1050	6,1	613	1,8	302	1,6
PCF /puis								
FDG	960 548	3,4%	1042	6,1	3984	11,1	1201	6,3
UG	6 128 835	21,5%	2838	16,5	10273	28,6	2650	13,98
DG	660 515	2,3%	80	0,5			602	3,2
divers	535 875	1,9%	767				828	4,4
EELV	1 495 774	5,2%	2804	16,3	828	2,3	1696	9
UDI	1 949 219	6,8%	1456	8,5	3275	9,1	1885	9,9
UMP + Div D	8 323 530	29,2%	5961	34,6	10398	29	5078	26,8
FN+ Ext D	5 471 815	19,2%	1179	6,8	6511	18,2	4712	24,9
Total	28 499 487		17 177		35 882		18 954	
S/tot D + ext								
D	15744564	55,2%	8596	49,9	20184	56,3	11675	61,6

On a vu dans tous les médias « le FN à 25 % », « le FN 1^{er} parti de France », « Marine présidente en 2017 »...

- Les abstentions aux municipales et européenne sont considérées comme marginales, sans signification. Implicitement ceux qui n'ont pas voté sont dans le même sac des votants à 25 % FN. C'est une façon de détourner le mouvement social de la lutte contre le Pacte de responsabilité et autres régressions sociales, causes principales de la montée du FN ces dernières années
- **Un tableau de l'Huma (mal) titré « le vote aux élections européennes selon la proximité syndicale » sème la panique.** Les lecteurs ont cru y lire que 30 % des salariés, 25 % des syndiqués ou proches d'un syndicat sont pour le FN, 22 % pour la CGT. Non 22 % des syndiqués CGT ne sont pas des fachos ! **Ce n'est d'ailleurs pas ce qui est écrit :** c'est un sondage sur les 30 % de salariés qui ont voté. C'est beaucoup trop, mais ce n'est pas 30 % des salariés. Dans communes comme Stains il y a 20 % de votants et le FN y fait 20 %. ça fait 4% des inscrits.
- Le FN (voir tableau ci-dessus) est durablement installé à haut niveau. A l'élection européenne ce sont les électeurs FN, les plus mobilisés, qui se sont le moins abstenus par rapport à la présidentielle, assurant le score de 25 % des inscrits. Néanmoins il a moins de voix qu'à la présidentielle. C'est aussi le FN qui par pure démagogie a pu donner l'impression d'être le plus décidé contre Bruxelles et sa politique austéritaire.

Le mécontentement contre la politique menée par Sarkozy puis Hollande est profond chez les salariés, retraités, chômeurs.

- Le PS est logiquement sanctionné comme aux municipales.
- Pourtant comme aux municipales le Front de gauche, ..., n'en profite pas. Il y a l'impression que la situation est bloquée, que le FDG ... ne peut rien changer.
- Dans le FDG, dans des collectifs, des désaccords sont masqués derrière des formules unanimistes (par exemple « une autre répartition des richesses » s'interprète comme augmenter ou ne pas augmenter les salaires). **Il faudra avoir des débats de fond, fraternels, pour proposer de véritables alternatives.**

Le vrai danger, le terreau du Front national c'est donner l'impression qu'aucune formation à gauche ne veut ou ne peut stopper la régression sociale, changer la vie.

PLACE AU DEBAT

Le piège du front antifasciste, avec 2017 en ligne de mire,...qui ferait le jeu des Le Pen.

Des voix se font de nouveau entendre en faveur d'une union nationale plus ou moins large, sous affichage d'antifascisme regroupant ceux qui font l'austérité et ceux qui luttent contre. La lutte contre le FN est nécessaire, mais ce front serait un piège.

C'est ce que souhaite Marine Le Pen : montrer qu'elle est seule contre tous, que tous sont dans le même sac, ont au fond la même politique, qu'elle est la seule alternative...

Le front antifasciste paralyserait la lutte contre les régressions sociales, pour de véritables alternatives... ce qu'utiliserait Marine Le Pen, experte en démagogie.

Ça permettrait à Hollande de dire « votez pour moi dès le 1^{er} tour de la présidentielle, sinon au 2^{ème} tour ce sera le choix entre Le Pen et Sarkozy ou équivalent ». Disparition du FDG, d'EELV... et défaite assurée, car **ce qu'il faut pour gagner et faire régresser le FN, c'est changer de politique, réduire les inégalités, créer des emplois, augmenter le pouvoir d'achat... et c'est urgent !**

La « gouvernance » c'est aussi aller d'hyper président en hyper président.

Elire tous les 5 ans un candidat qui raconte ce qu'il veut pour se faire élire puis fait ce qu'il veut pendant 5 ans, ce n'est pas la démocratie. Tous les ministres commencent leurs interviews par « le Président a décidé... ». On lit : Christiane Taubira a été « recadrée » pour avoir accepté un amendement du Parlement, réduit à de la figuration. Les députés socialistes réticents sont menacés de dissolution...

Les partis de gauche sont soit anesthésiés, soit réduits à l'impuissance. Ça entraîne la radicalisation du patronat, de la droite et de l'extrême droite.

Le FDG propose une VIème république, de refonder les institutions européennes, qui sont la machine à perdre pour la gauche. EELV demande de « refonder la démocratie », bien d'autres vont dans le même sens

Ces propositions sont pertinentes. Il faut effectivement mettre fin aux « gouvernances » antidémocratiques, vecteurs des politiques austéritaires, en France comme en Europe.

Il faut donner à la souveraineté populaire les moyens de s'exercer.



Note Quelques noms de Bilderberg / Trilatérale: sur Internet : Bill Clinton, Margaret Thatcher, Christine Lagarde, Georges Pompidou, la reine Beatrix des Pays-Bas, la reine Sofia d'Espagne, Henri Kissinger, Dominique Strauss Kahn, Papademos, George Soros, Javier Solana, Giovanni Agnelli, le PDG de la Deutsche Bank, de Goldman Sachs, de la Banque mondiale, de Daimler Krysler, de Nokia, de Novartis, Raymond Barre, Bernard Kouchner, Etienne Davignon,, le 1er ministre du Portugal, Romano Prodi, le PDG de Shell, d'Axa (président actuel) , d'Airbus, Saint Gobain, Alcoa, le DG de Microsoft, Nicolas Beytout , Hubert Védrine, Nicolas Baverez , Zapatero, le président de la Banque mondiale, Herman von Rompuy, Pascal Lamy, François Baroin, Elisabeth Guigou, Bruno Le Maire, le juge Jean Louis Bruguiere, Fleur Pellerin, Benoit Coeuré gouverneur à la BCE, une ancienne rédactrice en chef du Monde, le SG de l'OTAN, Jean Claude Trichet (ex président BCE, président Europe de la trilatérale)...

Avant de devenir président du conseil européen en 2009 Herman Von Rompuy a été auditionné par la Trilatérale qui ferait pression en faveur du représentant des paradis fiscaux Jean Claude Juncker.

ACTUALITÉ SOCIALE

Retraités : « Nous ne sommes pas des nantis ! »

Par Sarah Sudre (extrait d'un article paru dans l'Humanité du mardi 3 juin 2014)

Des milliers de retraités se sont rassemblés, aujourd'hui, à Paris, pour un pique-nique géant avant la grande marche vers Montparnasse. Contre le plan d'austérité du gouvernement, les retraités dénoncent des conditions de vie déplorables, un pouvoir d'achat inexistant et le sentiment d'être « les bouc-émissaires d'un système politique pas si à gauche que ça », d'après les organisations syndicales mobilisées (CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires, USR, UNPA, FRC et CFE-CGC)...

Face au plan d'austérité de Manuel Valls qui souhaite effectuer 50 milliards d'euros d'économies, les organisations syndicales de retraités CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires, USR, UNPA, FRC et CFE-CGC ont en effet appelé à la mobilisation pour lutter « contre le gel des pensions, pour l'amélioration du pouvoir d'achat et le retour à la revalorisation annuelle des pensions ». La hausse de la TVA, la taxe de 0,3 % sur les retraites imposables, le report de la prochaine revalorisation des pensions au 1er octobre 2014, la difficulté de l'accès aux soins pour les retraités et le gel des pensions jusqu'en 2015, autant de mesures « inacceptables » pour Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU. Parce que « l'argent n'est pas chez les retraités », ajoute Jeanne Charlionnet, membre de la CGT Corrèze, ancien agent d'entretien dans l'Education nationale, à la retraite depuis 17 mois.

Tout comme il est « inacceptable que le gouvernement vienne faire ses économies sur notre dos, il est logique dans une société solidaire de recevoir notre dû sans qu'on ne nous le reproche », explique Micheline Rebouté, ancienne professeure au lycée, déléguée régionale Île-de-France de la fédération générale des retraités de la fonction publique (FGR -FP) et membre syndiquée du SNEF. « Les retraités d'aujourd'hui ont participé au développement de la nation et à la solidarité entre générations. Ils devraient naturellement recevoir leur dû », confirme la CGT. Les chiffres sont encore plus critiques. 17% des retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont « beaucoup se retrouvent quotidiennement au Secours populaire avec les jeunes sans emploi, qui sont eux aussi dans la misère », raconte Micheline Rebouté.

Certains manifestants ont le sentiment d'être des bouc-émissaires. Parce qu'ils sont classés « inactifs », ils ne seraient qu'un poids pour le reste de la population. Un préjugé pour Micheline Rebouté : « Les retraités ne sont

pas des nantis. Ils contribuent à l'économie du pays par leurs actions bénévoles, leurs voyages pour ceux qui le peuvent, ils créent des emplois dans le médical... ». « La vérité doit être dite, insiste l'ancienne professeure, sans retraités, le pays se porterait mal. Nous ne sommes pas à la charge de la société tel un boulet. Au contraire, nous sommes un maillon fort qu'il ne faut pas fragiliser. Malheureusement, au lieu de valoriser la solidarité intergénérationnelle, le plan d'austérité du gouvernement fragilise les uns et les autres. »

Un accès aux soins et au logement de plus en plus difficile

Alors que le projet de loi sur l'autonomie des personnes âgées, présenté ce matin au conseil des ministres, centré sur une amélioration des aides financières permettant de rester le plus longtemps possible à domicile, ne sera débattu finalement au parlement qu'à la rentrée, Micheline Rebouté pointe du doigt les inégalités dans l'accès aux soins des personnes âgées. « Beaucoup de retraités n'ont pas accès aux soins, notamment quand ils recherchent une maison de retraite. Il y en a très peu qui sont publiques. Quand il faut se rabattre sur le privé, c'est hors de prix, à hauteur de 3 000 euros par mois, en région parisienne. Avec une pension de 900 euros par mois pour une femme, comment peut-elle intégrer la maison ? Ce n'est pas possible. Il faut que les enfants interviennent



financièrement, eux qui sont également touché par la crise. La solidarité a un prix aujourd'hui, c'est regrettable. Si une personne âgée doit compter sur ses économies, sur l'aide de sa famille pour se soigner ou être accompagné par un personnel de santé, maintenant car sa pension retraite et complémentaire ne suffira pas », confie t-elle.

Même histoire pour le logement. Face à l'augmentation des taxes d'habitations, des prix au m2, des loyers et des charges qui restent les mêmes, certains retraités locataires voient toute leur pension partir dans le logement. Les poches vides en fin de mois, mais aussi l'angoisse permanente de pouvoir payer le loyer le mois prochain.

« On souhaite que Hollande respecte ses engagements, et qu'il agisse en voyant ces femmes dans la souffrance. On souhaite vivre dignement », argue Raymond Roels. Et pour tous les retraités qui n'ont pu faire le déplacement, notamment les personnes âgées, « elles sont mobilisées avec nous par la pensée et par le cœur, c'est bien ça la solidarité, non ? » conclut-il.

COUP DE GUEULE

Non Monsieur Rebsamen, quand on est de gauche, on ne dit pas « amen » au Medef !

par Yves MESCOFF

Il y a à peine un mois, qu'il a été nommé, et déjà François Rebsamen, le nouveau ministre du Travail, a attiré sur lui le regard de la presse et des représentants syndicaux. En décidant d'amnistier les syndicalistes ? En supprimant l'ANI ? En confirmant la tenue des élections prudhommales ? En cessant de détricoter le droit du travail ? Que nenni. Non, Monsieur Rebsamen n'est pas un « vilain gauchiste » ou un défenseur acharné des droits des salariés. S'il a eu les honneurs de la presse, c'est pour avoir proposé aux organisations syndicales de geler pendant trois ans les seuils sociaux. Entendez par là qu'il ne serait plus obligatoire, par exemple, pour une entreprise qui franchirait la barre de 50 salariés de créer un comité d'entreprise. Tout cela pour voir si, comme l'affirme le MEDEF, ces seuils seraient effectivement un frein à la création d'emplois... Le problème c'est que cette proposition avait déjà été faite en 2008 par la droite et qu'à l'époque le PS s'y était résolument opposé, ce qu'il vient d'ailleurs de confirmer. En outre, qui peut croire que, si une telle mesure était mise en œuvre, elle serait



abrogée dans trois ans alors que les chances de voir un nouveau gouvernement de « gauche » en 2017 sont pour l'instant très minces ? De surcroît, c'est oublier un peu vite que ces seuils ne sont pas le fruit du hasard et que, si on n'impose pas des seuils, on peut toujours attendre le bon vouloir du patronat pour mettre en place des outils nécessaires aux salariés pour être défendus et exercer un pouvoir de contrôle, quoique souvent insuffisant, permettant de limiter la toute-puissance du patron et bien souvent des actionnaires. Et puis pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas aussi tenter l'expérience d'un abandon du Code du travail pour voir ? Heureusement, les syndicats ne sont pas aussi naïfs que l'espérait le ministre. Dans ce contexte, il

est pour le moins amusant de voir le même ministre se plaindre de ce que le Medef ne jouerait pas le jeu dans le cadre du pacte de responsabilité. Mais qui peut être assez sot pour croire à la bonne volonté du patronat ? Les exemples ne manquent pourtant pas des annonces mirobolantes du Medef qui au final se sont traduites par des leurres !

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)